



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'OISE

Arrêté mettant en demeure la société TRANS V LONGUEIL de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 2003 pour son site de Longueil-Sainte-Marie

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;
Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 septembre 2003 autorisant la SCI PARC LOGISTIQUE PARIS OISE à étendre l'activité de plate-forme de stockage à 4 bâtiments sur la commune de Longueil-Sainte-Marie ;

Vu l'acte du 22 avril 2014 donnant récépissé à la SARL TRANS V LONGUEIL de sa déclaration de changement d'exploitant du 28 janvier 2013 ;

Vu la demande présentée le 6 novembre 2013 par la société TRANS V LONGUEIL en vue d'obtenir la modification de certaines prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation ;

Vu l'avis exprimé le 22 octobre 2013 par le service départemental d'incendie et de secours ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 24 mars 2016 indiquant à l'exploitant que l'article III-3-2 de l'annexe à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 2003 ne pouvait faire l'objet d'une modification ;

Vu l'article III.2-3 de l'annexe à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 2003 susvisé qui prévoit :

« L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. Cet état indique leur localisation, la nature des dangers ainsi que leur quantité.

L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail.

Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. »

Vu l'article III.3-2 de l'annexe à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 2003 susvisé qui prévoit :

« Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1600 m² et d'une longueur maximale de 60 mètres. Les cantons sont délimités par des écrans de cantonnement, réalisés en matériaux MO (y compris leurs fixations) et stables au feu de degré un quart d'heure, ou par la configuration de la toiture et des structures du bâtiment.

Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.

Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires ne doit pas être inférieure à 2% de la superficie de chaque canton de désenfumage.

Les exutoires sont au moins au nombre de quatre pour 1000 m² de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire ne doit pas être inférieure à 0,5 m² ni supérieure à 6 m². Les dispositifs d'évacuation ne doivent pas être implantés sur la toiture à moins de 7 m des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage.

La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage.

Toutes les dispositions sont prises pour que l'ouverture automatique ou manuelle des exutoires de fumée et de chaleur n'intervienne que postérieurement à l'opération d'extinction par le système de sprinklage.

Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur. » ;

Vu l'article III.5-3 de l'annexe à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 2003 susvisé qui prévoit :

« Le stockage est effectué de manière que toutes les issues, escaliers, etc. soient largement dégagés. Le stockage des produits est réalisé en masse ou sur palettiers.

Les marchandises entreposées en masse (sac, palette, etc.) forment des blocs limités de la façon suivante :

- 1) surface maximale des blocs au sol : 500 mètres carrés ;*
 - 2) hauteur maximale de stockage : 8 mètres ;*
 - 3) espaces entre deux blocs : 2 mètres ;*
 - 4) chaque ensemble de quatre blocs est séparé des autres blocs par des allées de 2 mètres ;*
 - 5) un espace minimal de 1 mètre est maintenu entre la base de la toiture ou le plafond et le sommet des blocs, cette distance est à adapter en cas d'installation d'extinction automatique d'incendie.*
- Toutefois, dans le cas d'un stockage par palettier, les conditions 1) à 4) ne sont pas applicables (...) »*

Vu l'article III.8-2 de l'annexe à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 2003 susvisé qui prévoit :

« Un plan d'opération interne (POI) est établi sous la responsabilité de l'exploitant après consultation du service départemental d'incendie et de secours. Il définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident, en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail est consulté par l'industriel sur la teneur du POI ; son avis est transmis au Préfet.

Le plan est transmis au service départemental d'incendie et de secours ainsi qu'à l'inspection des installations classées. Il est mis à jour en tant que de besoin et notamment avant chaque modification notable.

Des exercices annuels de mise en œuvre du plan sont réalisés. Le service départemental d'incendie et de secours et l'inspection des installations classées sont informés de ces exercices et destinataires d'un compte-rendu.

L'exploitant met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du POI. » ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 27 décembre 2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite du 1^{er} décembre 2016, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que l'exploitant n'était pas en mesure de fournir un état des stocks à jour pour l'ensemble des stockages de ses locataires ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article III.2-3 de l'annexe à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 2003 susvisé ;

Considérant que les dispositions de l'article III.3-2 de l'annexe à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 2003 suscitée ont été imposées comme mesure compensatoire pour le non-respect de certaines prescriptions types de la circulaire du 4 février 1987 du ministère de l'environnement relative aux entrepôts qui était applicable aux installations ;

Considérant qu'il ne peut être dérogé à ces dispositions sans compromettre la sécurité du site et des intervenants en cas d'incendie ;

Considérant que lors de la visite du 1^{er} décembre 2016, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que les travaux relatifs à la mise en conformité des équipements de désenfumage dans le bâtiment A n'avaient pas été entrepris. En effet, la surface de désenfumage dans ce bâtiment est inférieure aux 2 % de la surface du canton (1,42%) ;

Considérant que lors de la visite du 1^{er} décembre 2016, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que les travaux relatifs à la mise en conformité des équipements de désenfumage dans les 4 bâtiments d'entreposage du site n'avaient pas été entrepris. En effet, les systèmes de désenfumage ne comportent pas de seconde commande manuelle ou automatique d'ouverture des exutoires en un point opposé à la première commande ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article III-3-2 de l'annexe à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 2003 susvisé ;

Considérant que lors de la visite du 1^{er} décembre 2016, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que les stockages en masse au centre de la cellule 2 du bâtiment A couvraient une surface au sol d'environ 1500 m² et n'étaient pas séparés par des allées de 2 mètres ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article III.5-3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 2003 susvisé ;

Considérant que lors de la visite du 1^{er} décembre 2016, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que l'exploitant avait mis à jour le plan opérationnel interne (POI) du site en juillet 2016 ;

Considérant que lors de la visite du 1^{er} décembre 2016, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté qu'aucun exercice de mise en œuvre du POI n'avait été réalisé depuis au moins 2 ans ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article III.8-2 de l'annexe à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 2003 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société TRANS V LONGUEIL de respecter les dispositions des articles II.2-3, III.3-2, III.5-3 et III.8-2 de l'annexe à l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2003 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise ;

ARRÊTE

Article 1 - La société TRANS V LONGUEIL exploitant une installation de logistique et d'entreposage de matières combustibles sise avenue de l'Europe – ZAC Paris Oise sur la commune de Longueil-Sainte-Marie est mise en demeure de :

- respecter, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article III.2-3 de l'annexe 1 à l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2003 en tenant de manière facilement accessible à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées un état à jour des matières stockées. Cet état indique leur localisation, la nature des dangers ainsi que leur quantité ;
- respecter, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'annexe à l'article III-3-2 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2003 en mettant en place :
 - des commandes manuelles pour les exutoires en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage pour les 4 bâtiments du site ;
 - des exutoires supplémentaires afin que la surface utile de l'ensemble des exutoires du bâtiment A ne soit pas inférieure à 2% de la superficie de chaque canton de désenfumage.
- respecter, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article III.5-3 de l'annexe à l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2003 en organisant, en particulier, ses stockages en masse dans la cellule 2 du bâtiment A de manière à former des îlots de moins de 500m² au sol et de manière à séparer ces îlots par des allées de plus de 2 mètres ;
- respecter, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article III.8-2 de l'annexe à l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2003 en organisant un exercice de mise en œuvre du plan d'opération interne (POI) et en transmettant au service départemental d'incendie et de secours et à l'inspection des installations classées le compte-rendu de l'exercice ;

Article 2 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - le présent arrêté sera notifié à la société TRANS V LONGUEIL et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise.

Article 4 - Conformément à l'article L. 514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 5 -Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, le maire de Longueil-Sainte-Marie, le directeur départemental des Territoires de l'Oise, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais le 1^{er} FEV. 2017

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général



Blaise GOURTAY

Destinataires

Société TRANS V LONGUEIL

Monsieur le Sous-préfet de Compiègne

Monsieur le Maire de Longueil-Sainte-Marie

Monsieur le Directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

Monsieur le Chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours